

DEMANDE

LE PROJET

a) Localisation du projet :

Identique à la localisation du demandeur

Si non, merci de préciser l'adresse du projet :

Département |__|_| Code postal |__|_|_|_|_| Commune : _____

Lieu-dit : _____

b) Description de l'exploitation et du projet => remplir l'annexe n°1 comportant les éléments de diagnostic de l'exploitation et du projet

Intitulé du projet :

.....
.....
.....

Description sommaire :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Objectifs recherchés : modernisation de l'exploitation agricole d'élevage en favorisant tous les modes de production, avec les enjeux particuliers que constituent les bâtiments et la gestion des effluents, l'amélioration des conditions de travail et l'autonomie alimentaire du cheptel

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Le projet est susceptible de répondre aux priorités du Pacte BBEA :

- Type I (tel que défini en page 4 de l'AAC) : • Oui • Non
- Type II (tel que défini en page 5 de l'AAC) : • Oui • Non
- Type III (tel que défini en page 5 de l'AAC) : • Oui • Non

Dans tous les cas, remplir la colonne dédiée en annexe 3.

c) Calendrier prévisionnel des investissements :

Date prévisionnelle de début de projet : ____/ 20____ (mois, année)

Date prévisionnelle de fin de projet : ____/ 20____ (mois, année)

PIECES A FOURNIR

Pièces	Type de demandeur et de projet concerné	Pièce jointe	Réservé au GUSI
Exemplaire original de la demande complétée, daté et signé	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eléments de diagnostic de l'exploitation et du projet (annexe 1)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Comptes de résultat prévisionnels de l'exploitation (annexe 2)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récapitulatif des dépenses prévisionnelles (annexe 3)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements classés par type de dépenses (Cf AAC –Vérification du caractère raisonnable des coûts)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation MSA justifiant du statut de l'exploitant	Tous - hors JA en cours d'installation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration ICPE ou arrêté préfectoral d'enregistrement / autorisation ICPE	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Grille de sélection du dossier de demande d'aide (annexe 4)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fiche Indicateurs (annexe 5)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables (annexe 6)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (en format IBAN)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certificat d'inscription au répertoire Sirene ou Extrait K-bis	Personne morale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la carte d'identité (ou passeport ou carte de séjour) en cours de validité, de l'exploitant ou du représentant légal de la personne morale (pour les GAEC, copies des cartes d'identité de tous les associés) Ou Copie de la carte d'identité (ou passeport ou carte de séjour) non valide de l'exploitant ou du représentant légal de la personne morale ET récépissé de la demande de renouvellement délivré par la mairie (*)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts paraphés, signés et datés	Personne morale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Agrément coopératif ou autre preuve de l'existence légale de la CUMA (K-bis par exemple) (1)	CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et à engager la CUMA	CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation ou autre preuve mentionnant que vous êtes à jour de vos cotisations au Haut Conseil de la coopération	CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Diagnostic préalable	pour les projets de bâtiment de stockage d'aliments	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arrêté de permis de construire ou récépissé de dépôt de demande de permis de construire (**) ou déclaration préalable de travaux	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de l'acte de propriété (le vôtre ou celui du propriétaire si vous n'êtes pas propriétaire du terrain)	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire du terrain	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de situation et plan de masse des travaux	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan des aménagements intérieurs	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan avant travaux et après travaux	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accord bancaire si le bénéficiaire a recours à un emprunt qui a été accordé au moment du dépôt de la demande d'aide	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Expertise de dimensionnement des ouvrages de stockage des déjections (avant projet)	Uniquement pour les projets de stockage ou traitement des effluents : En zone vulnérable : Pré-DEXEL ou DEXEL(***) Hors zone vulnérable : DEXEL Agronomique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Expertise de dimensionnement des ouvrages de stockage des déjections (après projet)	Pour tout projet : En zone vulnérable : Pré-DEXEL ou DEXEL(***) Hors zone vulnérable : DEXEL Agronomique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autorisation d'intervention sur le tank à lait	En cas d'installation d'un récupérateur de chaleur sur tank à lait pour la production d'eau chaude sanitaire (ECS), si le bénéficiaire n'est pas propriétaire du tank	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif d'adhésion à un GIEE sur lequel figure également l'objet du GIEE	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif de production sous signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO)	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la certification bio de votre exploitation en cours de validité	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Au titre du bien-être animal, Attestation de contrôle de la DDecPP valide de moins d'un an (rapport d'inspection RESYTAL) OU résultat d'un diagnostic professionnel reconnu par la DGAL datant de moins d'un an (cf AAC annexe) OU autodiagnostic reconnu par la DGAL (cf AAC annexe)	Pour les projets déposés dans le cadre du BBEA (****) sauf si le projet concerne la création / reprise d'un atelier Elevage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Diagnostic de biosécurité (Cf. AAC-Critères de priorisation Biosécurité)	Le cas échéant Pour les projets déposés dans le cadre du BBEA Document non obligatoire qui pourrait être utilisé pour la priorisation des financements Etat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

(*) : dans le cas où le dossier est déposé avec une pièce d'identité non valide ET le récépissé de demande de renouvellement délivré par la mairie, la pièce d'identité renouvelée doit être transmise **au plus tard le 30/09/2022**. A défaut, le dossier de demande sera déclaré incomplet et la demande considérée comme irrecevable.

L'autorisation de démarrage des travaux ne pourra être délivrée qu'après transmission de la pièce d'identité valide au service instructeur.

(**) : le permis à construire doit être fourni **au plus tard le 30/09/2022** dans le cas où le dossier est déposé avec le récépissé de dépôt. A défaut, le dossier de demande sera déclaré incomplet et la demande considérée comme irrecevable.

L'autorisation de démarrage des travaux ne pourra être délivrée qu'après transmission de l'arrêté de permis de construire au service instructeur.

(***) : le DEXEL devra obligatoirement comporter : les informations liées à la version utilisée, une pagination du document est recommandée et les conclusions devront impérativement figurer pour simplifier l'instruction.

(****) l'attestation de contrôle de la DDecPP valide de moins d'un an (rapport d'inspection RESYTAL) OU le résultat d'un diagnostic professionnel reconnu par la DGAL datant de moins d'un an OU l'autodiagnostic reconnu par la DGAL doit être fourni **au plus tard le 30/09/2022**. A défaut, le dossier de demande sera déclaré incomplet et la demande considérée comme irrecevable.

L'autorisation de démarrage des travaux ne pourra être délivrée qu'après transmission de cette pièce justificative au service instructeur.

NB : Des pièces complémentaires pourront être demandées ultérieurement si elles s'avèrent nécessaires à l'instruction du dossier

Fait à _____ le ____/____/____

Nom et qualité du signataire (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____
Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

ATTESTATIONS ET ENGAGEMENTS

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides mentionnées dans le tableau précédent.

Je déclare (nous déclarons) que mon (notre) entreprise n'a pas fait l'objet, à la date de signature de la présente demande d'aide, d'une procédure de récupération d'une aide déclarée illégale ou incompatible par la Commission européenne (principe Deggendorf)

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet, à l'exception des frais généraux, avant l'accord explicite des financeurs du présent appel à candidatures,
- ne pas solliciter d'aide pour le simple remplacement d'un matériel à l'identique
- avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
- que les renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et mon(notre) projet et/ou provenant d'un système d'échange de données tel que mentionné à l'article L.113-12 du code des relations entre le public et l'administration, notamment celles relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics, sont exacts et sincères,
- ne pas avoir obtenu d'aide pour ce même projet au titre de l'actuelle programmation 2014-2022 à l'exception des prêts à l'installation,
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans les 12 mois qui précèdent la date de dépôt de ma (notre) demande au titre des points de contrôle des normes minimales en matière d'hygiène, de bien-être des animaux et d'environnement,
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma (notre) demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural (si cet article s'oppose au détenteur),
- avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidature et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,

Je m'engage (nous nous engageons) à :

- faire intervenir des entreprises qualifiées pour les travaux d'électricité, d'adduction d'eau potable, de charpente et de couverture des bâtiments et de gestion des effluents
- informer le service instructeur de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements,
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions, les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides, pendant une durée de trois ans à compter de la date du paiement final de l'aide FEADER,
- à ne pas revendre le matériel financé. Toutefois, le remplacement d'investissements devenus obsolètes ou endommagés au cours de la période d'engagement est possible, à condition que les nouveaux investissements soient acquis à un prix supérieur au prix de revente de l'ancien matériel et que les nouveaux investissements soient conservés jusqu'à la fin de la période minimale d'engagement. Toutefois, aucune aide ne pourra être accordée pour financer ces nouveaux investissements.
- me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années,
- à respecter les obligations de publicité européenne, conformément au règlement d'exécution (UE) n°808/2014 (annexe III- point 2 « responsabilités des bénéficiaires ») modifié le 29/04/2016 : si l'aide publique totale (aide FEADER comprise) est inférieure à 50 000 €, la pose d'un support est facultative et laissée au libre choix du bénéficiaire. Si l'aide publique totale (aide FEADER comprise) est supérieure ou égale à 50 000 € et inférieure à 500 000 € : la pose d'une plaque ou d'une affiche (format A3 minimum), dans un lieu aisément visible du public, à compter de la notification de l'octroi de la subvention et au moins jusqu'au paiement du solde de la subvention FEADER est obligatoire, par ailleurs, le bénéficiaire s'engage à mentionner la participation de l'Union européenne dans toute publication concernant le projet aidé (manifestation diverse, article presse, site internet...). Cf. site internet de la Région Grand Est <https://www.grandest.fr/europe-grandest/> - partie Kit de publicité
- avoir effectué et terminé (c'est-à-dire dépenses acquittées) les investissements et travaux nécessaires à la réalisation de mon (notre) projet au plus tard les délais fixés par l'appel à candidatures 2022.

Engagements « maintien de l'herbe » dans le cadre de l'obtention d'une aide par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse :

Dans le cas où je bénéficie (nous bénéficions) d'un financement de la part de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse pour la gestion des effluents d'élevage :

- si j'ai (nous avons) renseigné la déclaration PAC 2021 : je m'engage (nous nous engageons) à maintenir (ou à augmenter) la surface en herbe* sur mon exploitation (déterminée à partir de la déclaration PAC 2021 instruite) dans les 5 déclarations PAC de 2022 à 2026 compris.
- si je n'ai pas (nous n'avons pas) renseigné la déclaration PAC 2021 (JA ou autres) : je m'engage (nous nous engageons) à maintenir (ou à augmenter) la surface en herbe sur mon(notre) exploitation (déterminée par le GUSI à partir de mon plan d'entreprise et/ou autre document disponible) dans les déclarations PAC de 2022 à 2026 compris.

*** Surface en herbe sur base déclaration PAC 2021 = total surfaces déclarées dans les sous chapitres 1.9 SURFACES HERBACEES TEMPORAIRES + 1.10 PRAIRIES OU PATURAGES PERMANENT + surfaces en luzerne et en trèfle déclarées dans les sous chapitres 1.3 PROTEAGINEUX et 1.7 LEGUMINEUSES FOURRAGERES.**

Pour précision,

il s'agit de maintenir ou augmenter cette surface globale déclarée comme surface en herbe dans la déclaration PAC dans chaque déclarations PAC de 2022 à 2026 inclus, correspondant aux 5 années d'engagement, sachant que la localisation des différentes parcelles en herbe peut évoluer, tout comme la répartition entre les types de surfaces en herbe (surfaces herbacées temporaire, prairies ou pâturages permanents, luzerne, trèfle).

Je suis informé(e) (nous sommes informés) :

- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, je devrai (nous devons) rembourser les sommes perçues, majorées d'intérêts en cas de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur ;
- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et liberté » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.
- que dans le cadre du Pacte BBEA, en cas de manquement grave en matière d'hygiène, de pharmacie vétérinaire et de bien-être ou de traçabilité des animaux de la ou des filière(s) en lien direct avec le projet, jusqu'au paiement final de l'aide et sur information du service compétent, le GUSI et/ou l'AG peuvent décider du non-paiement de l'aide et/ou du reversement des aides.

SIGNATURE DES ENGAGEMENTS

Je, soussigné(e),

(représentant(e) légal(e) de la structure sollicitant

l'aide) reconnaît avoir lu les engagements ci-dessus et m'engage à les respecter.

Fait à _____ le ____ / ____ / ____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

Afin de faciliter mes (nos) démarches auprès de l'administration,

j'autorise (nous autorisons)

je n'autorise pas (nous n'autorisons pas) ⁽²⁾ l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis (nous sommes) informé(s) qu'il me (nous) faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Elevage

Création et modernisation des installations et production

Annexes au formulaire de candidature 2022

**A remplir et à joindre au dossier de candidature
datées et signées***

**(*) attention : tous les blocs signatures même ceux des pages pour
lesquelles vous n'êtes pas concerné(s) doivent être complétés,
datés et signés**

Date limite de dépôt du dossier complet

	Tout projet	Projet déposé par un JA ou projet incluant une mise en conformité en nouvelles zones vulnérables
Ouverture des dépôts des dossiers complets	15 février 2022	
Clôture des dépôts des dossiers complets	31 mai 2022	1^{er} août 2022

Annexe 1 : Note de présentation de l'entreprise / du projet (diagnostic)

Annexe 2 : Comptes de résultat prévisionnels de l'entreprise

Annexe 3 : Récapitulatifs des dépenses prévisionnelles matérielles et immatérielles

Annexe 4 : Cotation globale du dossier de demande d'aide (grille de sélection)

Annexe 5 : Indicateurs

Annexe 6 : Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables

ANNEXE 1 – volet 1 et 2

ELEMENTS DE DIAGNOSTIC DE L'EXPLOITATION ET DU PROJET

Il s'agit de présenter l'exploitation (historique et situation actuelle) en décrivant la situation géographique, le parcellaire d'exploitation et les surfaces par type de culture, les potentiels agronomiques des terres, le cheptel détenu, la liste des bâtiments détenus, le mode de stockage des effluents, l'existence d'un atelier d'engraissement, l'existence d'un stockage de fourrages, la gestion de la main d'œuvre et les spécificités sur les conditions de travail.

Historique rapide sur les dernières années (précisez notamment les évolutions de structures : acquisitions, agrandissements.) :

Description de l'exploitation dans la situation actuelle	Amélioration de la performance globale attendue grâce au projet (dimensions économique, environnement et sociale) - A remplir selon les objectifs du projet
Situation géographique (proximité ville, industries...) : <hr/> <hr/>	<hr/> <hr/>
Parcellaire d'exploitation et surfaces par type de culture : <hr/> <hr/> <hr/> <hr/>	<hr/> <hr/> <hr/> <hr/>
Potentiels agronomiques des terres : <hr/> <hr/> <hr/> <hr/>	<hr/> <hr/> <hr/> <hr/>
Cheptel : <hr/> <hr/> <hr/> <hr/>	<hr/> <hr/> <hr/> <hr/>
Bâtiments d'élevage : <hr/> <hr/> <hr/> <hr/>	<hr/> <hr/> <hr/> <hr/>
Stockage des effluents : <hr/> <hr/> <hr/> <hr/>	<hr/> <hr/> <hr/> <hr/>
Atelier d'engraissement : <hr/> <hr/> <hr/> <hr/>	<hr/> <hr/> <hr/> <hr/>
Stockage de fourrages : <hr/> <hr/> <hr/> <hr/>	<hr/> <hr/> <hr/> <hr/>

Compétences du demandeur : formation suivie, diplômes obtenus, expériences pratiques.

Raisons du choix du projet : Motivation, objectifs et perspectives

Description détaillée du projet :

Je, soussigné(e),
l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

(représentant(e) légal(e) de la structure sollicitant

Fait à _____ le ____/____/____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

ANNEXE 2 – volet 1 et 2

L'annexe 2 vise à démontrer l'accroissement de la valeur ajoutée, l'amélioration de la performance économique et la viabilité financière de l'exploitation après réalisation des investissements. Pour les agriculteurs au micro BA (bénéficiaire agricole), il convient d'attester sur l'honneur via la coche prévue à cet effet à la page suivante, de dater et signer. Le cas échéant, le guichet unique-service instructeur pourra vous demander des justificatifs complémentaires à cette déclaration.

COMPTES DE RESULTAT PREVISIONNELS DE L'EXPLOITATION

POSTES DE L'EXPLOITATION	Dernier exercice clôturé (en €)	Prévisionnel après projet (année n+.....)(en €)
Chiffre d'affaires total (HT)		
(dont projet)		
Production immobilisée		
Production stockée		
Autres produits d'exploitation		
A- TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achat de matières et marchandises		
Variation de stock de matières et marchandises		
Autres achats et charges externes		
(dont sous-traitance)		
(dont crédit bail – redevances)		
B- TOTAL CONSOMMATION EN PROVENANCE DE TIERS		
C- VALEUR AJOUTEE (A - B)		
Subvention d'exploitation		
Impôts et taxes		
Charges de personnel		
D- EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		
Dotations aux amortissements		
Autres charges d'exploitation (1)		
Autres produits d'exploitation (1)		
E- RÉSULTAT D'EXPLOITATION		
Produits financiers		
Charges financières		
(dont intérêts et charges assimilés)		
F. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS		
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices		
G. RÉSULTAT DE L'EXERCICE		
Effectif en ETP		
Valeur ajoutée par ETP		
Capacité d'autofinancement (G + amortissements + ou - résultats exceptionnels)		

(1) Les dotations et reprises de provisions ont été considérées comme imprévisibles : elles ne sont donc pas notées dans ce tableau.

Je, soussigné(e),

l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

(représentant(e) légal(e) de la structure sollicitant

Date :

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC) :

ANNEXE 2 (suite)

CAS PARTICULIER DES BENEFICIAIRES AU MICRO BENEFICE AGRICOLE (MICRO-BA)

- J'atteste sur l'honneur relever du régime micro-bénéfice agricole
- J'atteste sur l'honneur que mon exploitation ne fait l'objet d'aucune procédure d'insolvabilité tant personnelle (surendettement) que collective (redressement, sauvegarde, liquidation) à la date de dépôt de la demande de subvention.

Je, soussigné(e),
l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

(représentant(e) légal(e) de la structure sollicitant

Date :

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____
Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC) :

GRILLE DE SELECTION DU DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE-LES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS

4.1.1 Création et modernisation des installations de production				
Cotation globale du dossier de demande d'aide				/20
NOM :	Numéro de dossier :			
Installation-préservation et/ou création d'emploi				/10
Projet lié à l'installation d'un Jeune Agriculteur		Oui / Non ?		/7
	Avant le projet d'investissement	Après le projet d'investissement (d'ici 2 ans)	Création d'emploi	
Nombre total d'associés exploitants				
Nombre de salariés (permanents, saisonniers, emploi partagé)				
Nombre d'apprentis				
TOTAL emplois				/10
Démarches collectives déjà en vigueur ou liées au projet				/2
Appartenance à un groupe de développement: GDA; GEDA, CETA, GIEE, CIVAM.				/1
Organisation collective du travail : CUMA, groupement d'employeurs, emploi partagé, aire de lavage remplissage en commun.				/1
Engagement dans un Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine (AOC-AOP, AB, IGP, STG, label rouge)				/1
Approvisionnement d'un magasin de producteurs ou drive fermier				/1
Approvisionnement de la restauration collective				/1
Marque Bienvenue à la ferme				/1
Marque Marché des producteurs de pays (MPP)				/1
Effort d'investissement				/2
EBE (dernier connu)				
Montant total de l'investissement				
Ratio EBE/montant total de l'investissement				
Systemes d'exploitation				/3
Elevage en système herbage: >70% de la SAU en herbe (prairies permanentes et temporaires)				/3
Exploitation avec chiffre d'affaires élevage majoritaire				/3
Exploitation avec chiffre d'affaires élevage minoritaire				/2
Vente directe (marchés, points de vente à la ferme, paniers, distributeurs automatiques)				/1
Impact environnemental direct et indirect lié au projet				/3
Utilisation de matériaux bois (ossature, charpente ou bardage)				/2
Recours à des énergies renouvelables (éolien, solaire, géothermie, méthanisation, ...)				/1
Utilisation de bio-matériaux (≠bois) pour le projet (isolation, ...)				/1
Dispositifs d'économies d'énergie				/1
Dispositifs d'économies d'utilisation de l'eau				/1
Mise aux normes de stockage d'effluents				/2
Si projet exclusif de mise aux normes (5 ^{ème} programme d'action nitrate)				/3

Je, soussigné(e),

l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

(représentant(e) légal(e) de la structure sollicitant

Fait à _____ le ____/____/____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

NB : des pièces justificatives pourront vous être demandées ultérieurement par le service instructeur au cours de l'instruction de votre demande d'aide

ANNEXE 5 Indicateurs

ÉLEVAGE – INVESTISSEMENTS POUR L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES- CHA 04011A

1. Par ses caractéristiques, ce projet :

- permet de faciliter le renouvellement des générations (DP2B) : oui : non :
- permet une meilleure intégration des producteurs primaires dans la chaîne alimentaire au moyen des programmes de qualité (DP3A) : oui : non :
- intervient indirectement en faveur de l'utilisation efficace de l'eau en agriculture (DP5A) : oui : non :
- intervient indirectement en faveur de l'utilisation efficace de l'énergie (DP5B) : oui : non :
- intervient indirectement en faveur du développement des énergies renouvelables (DP5C) : oui : non :
- permet d'améliorer les capacités de stockage de l'exploitation agricole : oui : non :
- permet d'améliorer la performance et la durabilité de l'exploitation : oui : non :
- permet la création (vraie) de |__| emploi(s), dont |__| occupé(s) par une (des) femmes
- et se réalise en Champagne-Ardenne **exclusivement**, sinon pourcentage de surfaces hors Champagne-Ardenne : |__|_|,|__|_|%
- intervient en faveur d'un secteur particulier, d'une filière (OCM) Apiculture: viti-viniculture: Fruits et Légumes:

2. Caractéristiques de l'exploitation :

SAU : |__|_|_|,|__|_| ha

Nombre d'UGB : UGB

- l'exploitation comporte au moins une personne installée depuis moins de 5 ans : oui avec DJA oui sans DJA non :
- l'exploitation agricole est adhérente à un GIEE : oui : non :
- l'exploitation est reconnue en AB : totalement partiellement ou en cours de conversion : totalement partiellement
- le projet concerne une démarche qualité (hors AB et HVE) : oui : non :
- si le projet concerne une démarche SIQO, nature du SIQO (hors bio) : AOP/AOC IGP label rouge : autre :
- si projet avec démarche MV (hors HVE), nature de la Mention Valorisante :
- l'exploitation est engagée dans une démarche de certification environnementale : oui de niveau 2 ou 3 non :
- l'exploitation met en œuvre une MAEC système : oui en cours de contractualisation ou oui engagée non :
si oui, laquelle (code selon IT 2015-1070) :
- si le projet concerne une autre filière que l'orientation principale de l'exploitation, quel atelier concerne-t-il majoritairement ?
- situation RSD/ICPE (si concernée) :

Orientation technico-économique de l'exploitation - Filière :

Grandes cultures

Horticulture

Vignes

Autres cultures pérennes

Lait

Autres herbivores (bétail de pâturage)

Granivores

Mixtes (cultures + élevage)

Secteur d'activité agricole (si l'exploitation agricole du demandeur est concernée) :

apiculture

vitiviniculture

fruits et légumes

Je, soussigné(e),
dessus

(représentant(e) légal(e) de la structure) atteste l'exactitude des renseignements ci-

Fait à _____ le ____/____/____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____
Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

ANNEXE 5 Indicateurs

ÉLEVAGE – INVESTISSEMENTS POUR LES BATIMENTS D'ÉLEVAGE - CHA 04011B

1. Par ses caractéristiques, ce projet :

- permet de faciliter le renouvellement des générations (DP2B) : oui : non :
- permet une meilleure intégration des producteurs primaires dans la chaîne alimentaire au moyen des programmes de qualité (DP3A) : oui : non :
- intervient indirectement en faveur de la ressource en eau (DP4B) : oui : non :
- intervient indirectement en faveur de l'utilisation efficace de l'eau en agriculture (DP5A) : oui : non :
- intervient indirectement en faveur de l'utilisation efficace de l'énergie (DP5B) : oui : non :
- intervient indirectement en faveur de la réduction des gaz à effet de serre (DP5D) : oui : non :
- intervient indirectement en faveur de la séquestration du carbone (DP5E) : oui : non :
- permet d'améliorer la performance et la durabilité de l'exploitation : oui : non :
- permet la création (vraie) de |__| emploi(s), dont |__| occupé(s) par une (des) femmes;
- intervient en faveur d'un secteur particulier, d'une filière (OCM) : Apiculture: viti-viniculture: Fruits et Légumes:
- et se réalise en Champagne-Ardenne **exclusivement**, sinon pourcentage de surfaces hors Champagne-Ardenne : |__|_|_|,|__|_|_|%

2. Caractéristiques de l'exploitation :

SAU : |__|_|_|_|,|__|_|_|_| ha

Nombre d'UGB : UGB

- l'exploitation comporte au moins une personne installée depuis moins de 5 ans : oui avec DJA oui sans DJA non :
- l'exploitation agricole est adhérente à un GIEE : oui : non :
- l'exploitation est reconnue en AB : totalement partiellement ou en cours de conversion : totalement partiellement
- le projet concerne une démarche qualité (hors AB et HVE) : oui : non :
- si le projet concerne une démarche SIQO, nature du SIQO (hors bio) : AOP/AOC IGP label rouge : autre :
- si projet avec démarche MV (hors HVE), nature de la Mention Valorisante :
- l'exploitation est engagée dans une démarche de certification environnementale : oui de niveau 2 ou 3 non :
- l'exploitation met en œuvre une MAEC système : oui en cours de contractualisation ou oui contractualisée non :
si oui, laquelle (code selon IT 2015-1070) :
- si le projet concerne une autre filière que l'orientation principale de l'exploitation, quel atelier concerne-t-il majoritairement ?
- situation RSD/ICPE (si concernée) :

Orientation technico-économique de l'exploitation - Filière :

- Grandes cultures Horticulture Vignes
- Autres cultures pérennes Lait Autres herbivores (bétail de pâturage)
- Granivores Mixtes (cultures + élevage)

Secteur d'activité agricole (si l'exploitation agricole du demandeur est concernée) :

- apiculture vitiviniculture fruits et légumes

Je, soussigné(e),
renseignements ci-dessus

(représentant(e) légal(e) de la structure) atteste l'exactitude des

Fait à _____ le ____/____/____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) : _____
Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)

